

Une vue d'ensemble qui fait de l'agriculture une monnaie d'échange

La Fédération des Producteurs Suisses de Lait (FPSL) considère la publication de la "Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole" d'un œil sceptique. Dans ce rapport du Conseil fédéral, les grandes lignes esquissant l'orientation de la PA 22+ se précisent de plus en plus. Au cœur du document, la volonté du Conseil fédéral de renoncer à la protection douanière. L'agriculture sera reléguée au rang de simple monnaie d'échange dans les négociations en matière de politique économique extérieure, ce à quoi les producteurs de lait s'opposent avec détermination. En outre, les importations de produits satisfaisant à des normes de production moindres sont encouragées au détriment de la production agricole indigène, par ailleurs réduite. La FPSL se voit confortée dans ses revendications d'août 2017 relatives à la PA 22+, qui ont pour objectif de renforcer une production laitière et une agriculture basée sur les ressources naturelles: "Valorisons nos valeurs!"

Direction

Weststrasse 10
Case postale
CH-3000 Berne 6

Téléphone 031 359 51 11

Télécopie 031 359 58 51

psl@swissmilk.ch

www.swissmilk.ch

swissmilk

À cause de l'introduction du libre-échange entre la Suisse et l'UE sur le fromage, près de la moitié du lait suisse est directement soumise aux fluctuations du marché international, et ce depuis 2005. Les producteurs suisses de lait et toute la branche laitière ont donc été contraints d'aligner leurs stratégies, plaçant dans leur point de mire la différenciation du lait et des produits laitiers suisses par rapport à l'étranger. Simultanément, les importations mettent le marché intérieur sous pression.

Abandonner la protection douanière tout en maintenant un haut niveau de qualité?

Des affirmations limpides avaient été émises à la conférence de presse consacrée au libre-échange. L'économie nationale suisse ne doit pas être désavantagée par rapport à l'UE en ce qui concerne l'accès aux marchés. Des concessions en matière de protection douanière devraient être faites lors d'accords futurs. Quant à savoir comment cela sera possible, si en même temps des produits bon marché issus de systèmes de production douteux envahissent nos rayons, la question reste ouverte.

Aucune "ouverture de la ligne blanche"

La FPSL constate que le rapport ne fait pas (plus) état d'une ouverture sectorielle des frontières en ce qui concerne la "ligne blanche" sur le marché laitier. C'est pourquoi la FPSL exige depuis longtemps déjà qu'à l'avenir, les paiements directs soient obligatoirement utilisés pour fortifier les prestations de la production laitière et de l'agriculture. En effet, dans un tel contexte et en raison de ses ressources naturelles, la production laitière en Suisse dispose d'avantages compétitifs.

Comparaison hautement fallacieuse

Le rapport du Conseil fédéral mentionne les conséquences de l'adhésion de l'Autriche à l'UE sur les prix à la consommation, les prix à la production et le revenu agricole (p. 37ss). Cette comparaison est plutôt fallacieuse et ne parle certainement pas en faveur des compétences économiques de ses auteurs. La vue d'ensemble du Conseil fédéral traite d'une ouverture éventuelle des marchés (agricoles) dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux. L'adhésion de l'Autriche à l'UE en 1995 correspondait à une intégration totale de tous ses marchés (y c. le marché du travail), englobant aussi les

très importantes prestations préalables non agricoles de l'agriculture et de la production laitière. Deux choses complètement différentes!

Renseignements:

Reto Burkhardt

079 285 51 01

3365 signes (espaces comprises)

www.swissmilk.ch